



Le gouvernement entre alors en phase de répression du mouvement. Les effectifs de police pour « encadrer » la manifestation ont été largement augmentés¹ et, pour la première fois depuis le début du mouvement, des affrontements prolongent la manifestation parisienne pendant la nuit.

La situation devient alors explosive. Le 5, la Sorbonne est occupée, puis évacuée par la police tandis que des manifestations plus ou moins spontanées traversent le Quartier latin, et sont sévèrement réprimées par la police. Au soir, René Monory annonce lors d'une allocution télévisée l'abandon de son projet de réforme du lycée et du baccalauréat, ainsi que des principales mesures contestées du projet Devaquet (droits d'inscription, diplômes et « orientation » des étudiants), mais aussi qu'il reprend la main sur le dossier de l'enseignement supérieur, à la demande du Premier Ministre.

Dans la nuit du 5 au 6 décembre, Malik Oussékine, étudiant sans engagement particulier, et qui ne participait pas aux affrontements, meurt des suites des coups qu'il a reçus de la part de policiers.

Le lendemain, Alain Devaquet démissionne, mais le projet n'est pas encore officiellement retiré. La coordination nationale décide d'une nouvelle journée nationale le 10 décembre mais, surtout, elle lance un appel « à toute la population, aux parents et aux enseignants » pour qu'ils rejoignent le mouvement et s'adresse aux organisations syndicales pour faire du 10 décembre une journée de grève générale.

Le 7, Jacques Chirac est reçu par le Président de la République et, le lendemain, la matinée est marquée par diverses formes de manifestations de solidarité avec les étudiants et de protestations contre la répression. À 13 heures, le Premier ministre annonce le retrait du projet.

Après divers atermoiements du côté des directions de la FEN et de la CFTD, les manifestations du 10 décembre sont maintenues, mais avec un contenu différent : il est demandé de ne pas porter de banderoles ou de signes d'appartenance politique ou syndicale, mais uniquement un badge « Plus jamais ça ! ».

¹ Du 27 novembre au 4 décembre, les effectifs policiers mobilisés passent de 13 à 22 compagnies de CRS, de 13 à 14 escadrons de

gendarmes mobiles, plus 3 ^cies de districts de la police parisienne.

Les 11 et 12 décembre, la coordination nationale décide la fin du mouvement, mais aussi de la réunion d'États généraux en mars 1987.

Un mouvement « apolitique » ?

Le caractère « apolitique » est souvent retenu comme un marqueur essentiel du mouvement. Il est d'ailleurs largement revendiqué par les jeunes qui se mobilisent, et noté par un grand nombre des observateurs de l'époque. Même Charles Pasqua, parle de « lycéens et étudiants inquiets et généreux », lorsque, fidèle à une rhétorique gaulliste développée depuis une vingtaine d'années, il dénonce les « professionnels de la déstabilisation » qui les manipulent², recevant d'ailleurs en réponse le slogan : « Nous, on se manipule tout seuls. »

Plusieurs faits accréditent cette lecture. Tout d'abord, la dépolitisation du milieu étudiant dans les années 1980, qui ne fera que s'amplifier par la suite, et sans doute plus encore dans les facultés de province, dont le rôle dans le mouvement est particulièrement important. Ensuite, le relatif effacement des syndicats étudiants au profit d'une « coordination » dont les membres sont théoriquement désignés par la « base » étudiante dans les différentes universités.

La volonté de cette coordination d'affirmer son indépendance vis-à-vis notamment de l'UNEF-ID se retrouve dans la mésaventure d'Isabelle Thomas, vice-présidente de ce syndicat, dont la candidature pour figurer au bureau de la coordination n'est pas retenue, même si l'on peut se demander si la position particulière de cette première porte-parole médiatique du mouvement³ ne lui a pas valu des soutiens bien peu fermes du côté de son organisation.

Paradoxalement, c'est après la mise de côté d'Isabelle Thomas, la figure de David Assouline qui émerge comme chef de file de la coordination. Or celui-ci est très loin d'être « apolitique », puisqu'il milite depuis plusieurs années au sein d'un groupuscule trotskiste, la Ligue ouvrière révolutionnaire⁴. Il est en revanche un « asyndical », puisque son adhésion à l'UNEF-ID a été

refusée, pour d'obscures raisons liées aux rivalités entre groupes et clans d'extrême-gauche.

De fait, on trouve dans cet « apolitisme » la conjonction de plusieurs attitudes. D'une part, fortement majoritaire, y compris dans les réunions de la coordination⁵, la présence dans le mouvement d'étudiants et de lycéens sans aucune affiliation politique ou syndicale, et, globalement, une très forte défiance du monde étudiant vis-à-vis des partis⁶. Ensuite, une stratégie de militants d'extrême-gauche, mais aussi communistes, de ne pas accréditer l'analyse d'un mouvement « de soutien » à l'opposition socialiste. Enfin, un jeu assez subtil de la part de la direction de l'UNEF-ID, qui n'était pas convaincue au départ de la possibilité de mobiliser et d'obtenir le retrait du projet, et préfère mettre en avant la coordination afin, d'une certaine façon, de garder les mains libres⁷.



Isabelle Thomas, vice-présidente de l'UNEF-ID

Des rapports distants avec le syndicalisme

Le mouvement, du moins la frange la plus sceptique vis-à-vis des organisations politiques et syndicales, va connaître au fil du temps bref de la mobilisation une transformation de son rapport au mouvement syndical, en partie déterminée par une évolution en regard du mouvement syndical à son égard.

² Discours prononcé lors de la célébration des 10 ans du RPR, le 6 décembre 1986.

³ Elle fait alors partie de la « minorité de la majorité », mitterrandiste proche de Julien Dray, et a plaidé très tôt, contre l'avis du reste de la direction, pour un investissement fort de l'UNEF-ID dans l'action.

⁴ Créée en 1976 suite à l'exclusion de Michel Varga du PCI, la LOR, qui compte quelques dizaines de militants, rejoint la LCR en 1987.

⁵ Cécile Chambraud analyse « l'affiliation » des participants aux

différentes réunions et pointe la légère majorité des « inorganisés » (C. Chambraud, « L'UNEF-ID dans le mouvement », *Politix*, n°1, 1988).

⁶ 72 % des étudiants sondés en mars 1986 ont une image négative des partis politiques (cité par Robi Morder, « Devaquet si tu savais, 30 ans après, l'espace d'une génération », *Mediapart*, 25 novembre 2016).

⁷ C'est l'analyse de Cécile Chambraud (art.cit.)



Manif un an après la mort de Malik Oussékine le 5/12/1987, de gauche à droite : J.-Louis Auduc (SNES), David Assouline, Sylvia Zappi ?, Pierre Juquin (PCF)

Il est très clair qu'au départ, la « coordination de Caen » est le produit, direct ou indirect, de la stratégie du « mouvement politique de masse » produit par la Ligue communiste révolutionnaire dans les années 1970 et dont divers courants et sous-courants de l'UNEF-ID sont porteurs.

La mise en place de la coordination nationale règle, du moins en grande partie, la question du rapport au syndicalisme étudiant ou, du moins, crée un cadre accepté par tous, dans lequel ces rapports peuvent être traités.

Les choses sont plus compliquées avec le syndicalisme enseignant. Tout comme le SNESup, le SNES apporte son soutien dès les premiers temps de la mobilisation. Il appelle ainsi aux manifestations du 27 novembre, mais avec la volonté de ne pas s'engager dans un soutien purement symbolique : il s'agit de donner aux enseignants du second degré des raisons de manifester. « Devaquet, Monory, même combat ⁸ », écrit Véronique Gensac qui, faisant état de la participation de plus en plus importante des lycéens au mouvement, met aussi l'accent sur les revendications propres aux élèves, convergentes mais partiellement différentes de celles des étudiants.

Dans la manifestation parisienne du 27, Bernard Dufourg et Patrick Rayou, rédacteurs en chef de *L'US*, venus à la rencontre des manifestants, font état cependant des difficultés de jonction avec les lycéens : « par-dessus tout, ils ne veulent pas être « récupérés » : c'est sans conteste l'expression que nous entendons le plus souvent⁹ ». Paradoxalement, ils recueillent aussi des témoignages de lycéens qui sont allés au-devant de leurs professeurs et les ont trouvés assez froids, ne leur apportant qu'un soutien formel sans s'engager dans l'action.

Tout le problème est là, et il est d'autant plus complexe que, de son côté, la direction de la FEN campe sur une ligne de mobilisation « de solidarité » avec les étudiants, sans apporter de contenu revendicatif propre, si ce n'est un soutien formel au SNESup. Le SNI-PEGC reste dans le cadre des déclarations du CNAL (Comité national d'action laïque) du 25 novembre, qui apporte son « soutien aux étudiants et lycéens en grève ». Pour le 4 décembre, le syndicat du premier degré invite ses sections à « examiner les conditions d'un soutien pouvant aller jusqu'à la grève », mais limitée aux normaliens et élèves PEGC.

Le SNESup, lui, décide de « tout faire pour le retrait du projet de loi Devaquet¹⁰ », appelant notamment à la grève. Il souhaite la « convergence entre enseignants, étudiants et personnels non-enseignants », et demande aux professeurs d'intervenir dans leurs universités pour aménager les études et les modalités de contrôle afin de ne pas pénaliser les grévistes.

Pour la journée du 4 décembre, le SNES appelle plus clairement à la grève dans les lycées et pour les surveillants (MI-SE). Dans les collèges, les S1 sont invités à définir les modalités de leur participation à cette journée. La décision est aussi prise de diffuser lors de la manifestation des tracts de masse pour exposer les analyses du syndicat sur le lien réforme du lycée – réforme de l'université.

Le bilan dressé par Monique Vuillat de l'implication des professeurs dans cette journée est « contrasté¹¹ ». Le SNES renforce alors son discours sur la cohérence des politiques éducatives : « on voit donc se profiler l'institutionnalisation de

⁸ *L'US*, n°150, 27 novembre 1986.

⁹ *L'US*, n°151, 6 décembre 1986.

¹⁰ Motion de la CA nationale du 28 novembre.

¹¹ *L'US*, n°151, 6 décembre 1986

véritables filières : à « bon » lycée (« bon » collège), « bonne » université et « bon » diplôme, alors que la masse des jeunes seraient rejetée dans des formations dévalorisées, le patronat restant maître du jeu », écrivent Francis Berguin et Michèle Jacquet, secrétaires nationaux chargés respectivement de la politique scolaire et du second cycle. Le Bureau national du 2 décembre décide alors une consultation nationale des personnels. Ceux-ci doivent se prononcer sur trois options : « Pour le projet de réforme Monory/Retrait du projet de réforme Monory/Amélioration des enseignements et des conditions de travail ». Cette consultation, un peu bricolée, fait cependant long feu, car la précipitation des événements la rend caduque.

Une possible convergence des luttes

La « jonction », si difficile, est cependant en cours. La réunion de la coordination nationale du 6 décembre, au lendemain de la mort de Malik Oussékine, marque un possible basculement du mouvement. Pour la première fois, des représentants des organisations syndicales sont invités à y participer, et à s'y exprimer. Répondent présents la CGT, le SNEP, le SNESup et le SNES¹². Ce qui ressort de la motion finale, c'est le sentiment que le mouvement étudiant/lycéen est allé au bout de ce qu'il pouvait faire : « un million [de manifestants] n'a pas suffi¹³ ». Le choix est donc fait de prendre contact avec les organisations syndicales pour faire du 10 décembre une journée de « grève générale ».

On pourra longtemps s'interroger sur ce qu'il en aurait été des suites du mouvement si le Premier ministre n'avait annoncé le retrait du projet. Le fait est que l'accueil syndical à cet appel a été très divers. Si l'ensemble des organisations (CGT, FEN, CFTC, FO et CFTC) appellent le 8 décembre les salariés à manifester leur soutien et leur deuil, la perspective du 10, et de ses suites, divise.

Seule la FEN, au début, s'est inscrite dans le cadre prédéfini par la coordination d'une action « de soutien » au mouvement. Depuis fin novembre, la direction de la fédération a pris fait et cause pour le mouvement, tout en insistant sur le rôle moteur de l'UNEF-ID dans l'action¹⁴, en minimisant ou justifiant les tentatives de captation du

mouvement par le Parti socialiste¹⁵, tout en ne portant pas de mot d'ordre de grève clair et net.

La CGT répond aussi très positivement, avec le souhait de ne pas se contenter d'une action « de soutien » ; en appelant les jeunes salariés et les jeunes chômeurs à se joindre au mouvement, elle montre sa volonté d'en élargir et l'assise et le contenu.

Le reste du mouvement syndical oscille en revanche, entre scepticisme et franche hostilité. Si l'on met de côté la CGC et la CFTC, à l'époque très liée à la droite parlementaire, FO donne dès le 7 novembre une réponse sans nuance : la confédération refuse tout « amalgame politico-syndical qui a pour inconvénient grave de dénaturer le mouvement étudiant ». Quant à la CFDT, elle profite de l'annonce du retrait du projet pour estimer la manifestation du 10 « sans objet ». Au final, elle enverra des délégations dans les manifestations.

Après des atermoiements, la FEN, qui hésite à emboîter le pas de la CFDT, finit par confirmer, le 9 à midi, son appel pour le 10, mais en levant le mot d'ordre de grève.

Les nombreuses manifestations à Paris et en province, le lendemain, sont silencieuses et dignes. Plusieurs organisations (dont le SNES) s'y expriment dans de courts textes qui développent tous le même thème : « Plus jamais ça ! ».



« Nous n'oublions pas », 5 décembre 1987 : Daniel Audic (SNIEN-UA), Louis Weber (SNES), Michel Veylit (UA-FEN), Joël Derien (SNI-Pegc -UA), Guy Odent (SNESup), Monique Vuillat (SNES), Jacques Royer (SNEP), Pierre Toussanel (SNES)

¹² Frédérique Piel, secrétaire du S3 de Paris et membre du BN en fait un compte rendu dans *L'US*, n°152 du 18 décembre 1986.

¹³ *Appel à toute la population, appels aux parents et aux enseignants*, 6 décembre 1986.

¹⁴ Voir notamment l'article de Jean-Michel Laxalt dans *L'Ecole Libératrice* n°12, 29 novembre 1986.

¹⁵ L'éditorial de Jean-Claude Barbarant dans *L'Ecole Libératrice* n°13 du 6 décembre 1986 en est un bon exemple.

5- Monôme des zombies ou génération Mitterrand ? Les suites d'un mouvement

Le caractère inattendu du mouvement, alors qu'on théorise un peu partout sur la « bof génération » et l'apathie d'une jeunesse habitée par l'individualisme et plus préoccupée de réussite personnelle que d'engagement, conduit à ce que chacun cherche à en donner une interprétation, à chaud, avec parfois des excès dans l'exécration comme dans l'éloge. Plus de trente ans après, il est possible sans doute d'en faire un bilan moins passionné et plus réaliste.

Les organisations étudiantes

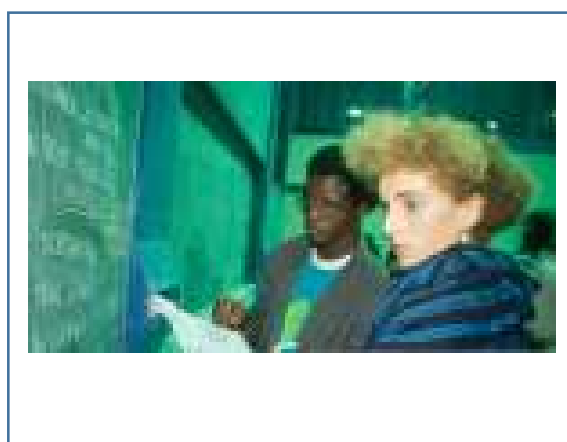
Le jour de son autodissolution, le 12 décembre, la coordination nationale décide l'organisation d'États-généraux en mars pour recueillir les propositions des étudiants mobilisés dans l'action et élaborer un projet alternatif pour l'université. Ceux-ci se tiennent fin mars 1987 à Saint-Denis, dans des locaux de l'Université Paris VIII. De très nombreux problèmes d'organisation, à la fois matérielle et politique, émaillent leur préparation, qui voient s'affronter de façon plus ou moins ouverte les différents courants du mouvement étudiant. Au grand dam de l'UNEF-ID, les militants de sa concurrente l'UNEF-SE se montrent bien plus investis et influents dans les phases de préparation. On trouve là assez nettement le clivage entre un courant porté à la protestation et à la contestation, et un autre dont la culture politique est plus axée sur la construction et la proposition d'alternative.

Le faible investissement des étudiants, sans rapport avec l'ampleur de la mobilisation, la distance prise par les organisations étudiantes (surtout l'UNEF-ID) vis-à-vis de l'événement, conduit à ce que ces états-généraux ne débouchent sur rien, ou pas grand-chose. Il y a bien des textes qui sont adoptés, mais aucune structure n'est mise en place pour les porter. Les discours sur l'unité, qui conduit même certains à envisager une réunification, restent des discours.

L'UNEF-ID semble assez nettement bénéficier de son engagement, qu'elle fait fructifier par une longue campagne d'opinion¹⁶. Lors des élections universitaires suivantes, elle reste largement en

tête (35,7 % des voix en 1989 au CNESER, puis entre 25 % et 38 % dans les années 1990), tandis que l'UNEF-SE s'écroule sous les 20 %. La concurrence reste donc assez vive entre les deux syndicats, jusqu'à ce que l'émergence d'une nouvelle force, la FAGE¹⁷, les pousse à une fusion qui ne se réalisera qu'en 2001.

On peut cependant noter la création, dans la foulée des États-généraux, de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). Son congrès constitutif se tient en mai 1987. Il s'agit plus d'une création artificielle, à partir des réseaux de la « minorité de la majorité » de l'UNEF-ID que d'une génération spontanée, mais, après la déréliction de l'UNCAL¹⁸, la FIDL reste pour une dizaine d'années¹⁹, l'unique organisation lycéenne à peu près active et un tant soit peu représentative.



Delphine Batho, présidente de la FIDL (1990-1992), vice-présidente de SOS Racisme, future députée des Deux-Sèvres et ministre déléguée à la justice auprès de Christiane Taubira, puis de l'Écologie dans les deux gouvernements de J.-Marc Ayrault

¹⁶ Elle organise plus tard de nombreux débats et réunions en utilisant après 1988 comme support le film documentaire « Devaquet, si tu savais » de Francis Kandel, Franck Schneider.

¹⁷ Née en 1989 à Strasbourg, la FAGE, qui ne se revendique pas « syndicat » étudiant et prône l'apolitisme, émerge rapidement dans les années 1990.

¹⁸ Union nationale des comités d'action lycéenne, où les jeunes communistes étaient influents et que le SNES avait aidé à s'organiser.

¹⁹ Il faut attendre 1994 pour que soit créée l'Union nationale lycéenne (UNL).

Génération politique nouvelle à gauche ?

On a beaucoup glosé sur l'émergence à partir de ce mouvement d'une nouvelle génération de responsables politiques, essentiellement au sein du Parti Socialiste. Avec des fortunes diverses, Isabelle Thomas, David Assouline, Philippe Darriulat²⁰, ont poursuivi une carrière politique. Il en est de même des premiers responsables de la FIDL²¹. L'impression est cependant un peu trompeuse. On peut d'abord remarquer qu'aucun d'entre eux n'a eu de rôle politique de premier plan et, surtout, que le mouvement contre la loi Devaquet n'a pas eu d'effet particulier sur l'entrée en politique de ses « leaders ». Les organisations étudiantes sont en effet, depuis longtemps, des viviers de responsables politiques pour les partis de gauche. Parmi les prédécesseurs des figures de proue de 1986, on trouve tout autant de futurs responsables politiques que pendant, ou même après le mouvement²².

Mais moins que les parcours individuels, ce qui est intéressant est le succès de la greffe d'une culture et d'une pratique politique assez éloignée de ce qu'était le PS d'Epinay, produit de la fusion d'une gauche électoraliste et d'une gauche intellectuelle, qui se cherchait depuis longtemps les moyens d'agir directement sur les masses. Après l'échec de l'intégration de la « troisième composante » des assises du socialisme, les hauts et les bas de la relation privilégiée entre les mitterrandistes et la direction de la FEN, le travail direct ou quasi-direct avec la jeunesse, entamé avec la création de SOS-Racisme²³, prend une ampleur nouvelle et une efficacité politique immédiate.

Cela favorisera l'intégration de ces courants, qui oscilleront entre un positionnement très à gauche et une participation aux majorités internes, au sein du parti.

De fait, les gains politiques sont assez rapides. Même s'il serait excessif de mettre la défaite de Jacques Chirac à la présidentielle de 1988 uniquement sur le compte de son échec face à la mobilisation de la jeunesse, celle-ci a sans aucun doute contribué à relégitimer la candidature du

président sortant. Ainsi, la campagne d'affichage sur le slogan « Génération Mitterrand », débutée fin janvier 1988, et qui prépare l'annonce tardive de sa candidature par le président sortant, fait implicitement référence à la mobilisation de la jeunesse de la fin de l'année 1986.



25 ans après, la députée européenne Isabelle Thomas et le sénateur David Assouline

Une droite durablement en difficulté sur les questions éducatives

Pour la droite, en revanche, le coup est rude. La violence des propos de l'écrivain Louis Pauwels, éditorialiste du Figaro Magazine, parlant des étudiants mobilisés comme de « zombies », et les décrivant comme des « enfants du rock débile », poussant l'excès jusqu'à les juger frappés « d'un SIDA mental »²⁴ marque la profonde coupure entre une partie de la droite et la jeunesse.

Sans sombrer dans de telles outrances, le SNALC, qui avait pourtant affirmé un grand scepticisme vis-à-vis de la réforme Monory, et notamment refusé « l'introduction dans le

²⁰ Isabelle Thomas participera au comité de campagne de F. Mitterrand en 1988, elle sera plus tard députée européenne ; Assouline sera sénateur et porte-parole du PS ; Darriulat, qui s'est rapidement tourné vers l'enseignement et la recherche, se contentera d'un mandat d'élus local à Paris.

²¹ Frédéric Hocquard, son premier président, sera ensuite maire adjoint (PS) à Paris ; François Delapierre, qui lui succède en 1988, sera jusqu'à sa mort en 2015, un très proche collaborateur de Jean-

Luc Mélenchon.

²² Citons, avant 1986, J.-C. Cambadélis, J. Dray, et bien après Christophe Borgel, Pouria Amirshahi (tous deux futurs députés PS), Marie-Pierre Vieu, Bruno Julliard, sans oublier Delphine Batho (présidente de la FIDL de 1990 à 1992).

²³ SOS-racisme.

²⁴ *Le Figaro Magazine*, 6 décembre 1986.

baccalauréat d'une prise en compte chiffrée du contrôle continu (mise en cause de sa valeur et de sa reconnaissance comme diplôme national, « pont » entre le secondaire et le supérieur)²⁵ », va tirer à boulet rouge sur les étudiants mobilisés, dénonçant le « harcèlement syndicalo-politique » et affirmant que « le but recherché était la déstabilisation du gouvernement en place²⁶. »

Dans l'année qui suit, le gouvernement campera sur des positions très attentistes en matière éducative, se contentant de mener une politique d'austérité budgétaire, sans pour autant raviver le débat par le moindre projet de réforme.

Cet échec cuisant nourrira sans doute un esprit de revanche encore plus aiguisé. Lorsqu'en 1993 RPR et UDF reviendront au pouvoir, à la faveur d'un véritable raz-de-marée électoral, la majorité reproduira quasiment à l'identique le schéma tactique de 1986, appliqué cette fois-ci à un autre marqueur idéologique : le financement de l'enseignement privé. Là encore, la mobilisation massive conduira à un recul complet et à un renversement du rapport de force²⁷.

Devaquet : de l'histoire ancienne ?

Plus de trente ans après la loi Devaquet, l'épisode semble très éloigné. Pas tout à fait tombé dans l'oubli, mais suscitant au final peu d'intérêt²⁸. Les acteurs ne sont plus les mêmes. Certains, centraux, ont disparu, comme la FEN ou l'UNEF-ID. D'autres n'ont plus ni le même poids politique, ni les mêmes ambitions, au point que certains prédisent leur disparition prochaine. D'autres, enfin, sont apparus et jouent un rôle déterminant dans la définition des politiques publiques.

Le système éducatif lui-même a profondément changé : la massification du supérieur, encore en gestation à l'époque, est désormais installée. La proportion de bacheliers dans une génération a plus que doublé, en grande partie grâce au développement des baccalauréats technologiques, totalement oubliés dans les discours et les débats de 1986, et des bacs professionnels, alors balbutiants.

À y regarder de plus près, on ne peut que constater cependant de fortes similitudes entre le contenu des réformes projetées en 1986, tant sur l'accès au supérieur que sur le lycée, et celles en

œuvre en 2017-2018, et qui portent sur les mêmes sujets. On retrouve aussi dans le contexte les mêmes obstacles à l'unité syndicale, les mêmes discours sur les difficultés de mobilisation, sur une jeunesse apathique et dépolitisée, sur la démoralisation des forces de progrès.

Sommes-nous à la veille d'un nouveau « scénario imprévisible » ? L'accumulation des poudres est-elle suffisante pour qu'une étincelle puisse y mettre le feu ? Et d'où viendra l'étincelle ?

Toute la difficulté de l'action syndicale est précisément qu'il faut agir sans jamais avoir de réponse a priori à toutes ces questions

A l'annonce de la mort d'Alain Devaquet, le 19 janvier 2018, à 75 ans, plusieurs commentateurs ou responsables politiques ont souligné la continuité entre le projet Devaquet et les réformes en cours.

Luc Chatel, ancien ministre UMP de l'Éducation nationale parle ainsi d'un homme « qui avait eu raison trop tôt » (*Le Monde* du 21 janvier 2018).

Quant à Claude Lelièvre, une référence en matière d'histoire de l'éducation, il indique que « La philosophie de la réforme actuelle est à peu près la même que la réforme voulue initialement par Alain Devaquet. » (<http://www.letudiant.fr/educpros/actualite/claude-lelievre-reforme-devaquet-ne-fixait-pas-d-attendus.html>)

²⁵ Motion du congrès de la CSEN du 17 octobre 1986.

²⁶ Editorial de Jean Bories, *La Quinzaine universitaire* n°948, 15 novembre 1986.

²⁷ Voir *Points de Repères*, n°38, « La Laïcité : un principe

progressiste ? », 2017.

²⁸ Voir la bibliographie figurant sur le site du GERME (<http://www.germe-inform.fr/?p=2424>).